

Université Babeş-Bolyai de Cluj-Napoca
Faculté d'Études Européennes
École Doctorale de Relations Internationales et Études Européennes

**Le rôle du gouvernement privé indirect dans l'émergence des
groupes armés dans les provinces de Nord-Kivu et Ituri
(RD Congo)**

— Résumé de la thèse de doctorat —

Coordonnateur scientifique :

Prof. dr. Sergiu Mişcoiu

Doctorante :

Andreea Bianca Urs

Cluj-Napoca

2023

Table des matières

CHAPITRE I – INTRODUCTION DANS LA DYNAMIQUE CONGOLAISE. UNE RADIOGRAPHIE	1
1.1. Idéologie de la mort dans des espaces désordonnés	1
1.2. Délimitations spatiales et temporelles	7
A. NORD-KIVU	10
B. ITURI.....	14
1.3. Motivation et perspectives.....	20
1.4. Collecte de données et analyse de données.....	20
1.5. Le processus de recherche phase par phase	22
CHAPITRE II – APPROCHE THEORIQUE	26
2.1. Utiliser les théories du conflit dans les études africaines.....	26
2.2. Regards croisés sur les groupes rebelles non-étatiques	37
2.3. Vers un contexte étatique africain spécifique.....	44
2.4. De la postcolonie à l’avenir	48
2.5. Le gouvernement privé indirect – Désambiguïsation	52
CHAPITRE III – CHRONOLOGIE, FRONTIÈRES, TERRITOIRES ET... PRÉSIDENTS	58
3.1. Le préambule d’une violence éternelle.....	59
3.2. L’époque du Léopard	61
3.3. L’excessif Laurent-Désiré Kabila – du dirigisme militaire au délire politique.....	62
3.4. Un mystère triomphal : Joseph Kabila	65
3.5. Félix Antoine Tshilombo Tshisekedi ou l’air de changement	69
CHAPITRE IV – LE RÔLE DES PAYS ÉTRANGERS EN RDC.....	72
4.1. La Chine en RDC	76
4.2. Les États-Unis en RDC	82
4.3. Félix Tshisekedi, les ADF et le terrorisme américain – un trio d’exception.....	83
4.4. Les pays voisins – regards croisés sur Rwanda, Ouganda et Burundi.....	93
CHAPITRE V – LE RÔLE DU GOUVERNEMENT PRIVÉ INDIRECT DANS L’ÉMERGENCE DES GROUPES ARMÉS.....	102
5.1. L’État de Siège – sécurité nationale et promesses remplies	104
5.1.1. La délimitation de l’État et du reste du pays devient officielle	106
5.1.2. Le pouvoir étatique était investi dans des particuliers	107
5.1.3. Une mesure bénéfique... Pour qui ?	108
5.1.4. L’État de Siège comme obsession privée du président	109
5.2. La gouvernance du Nduma Défense du Congo – Rénové (NDC-R)	109

5.2.1. Qui sont les NDC-R ? – Désambiguïisation.....	109
5.2.2. NDC-R - allié de l'Etat congolais ?	111
5.2.3. NDC-R et le patronage économique	112
5.3. ADF et le commerce illégal – la maîtrise de l'informel.....	117
5.3.1. Le <i>storytelling</i> créé autour des ADF	118
5.3.2. Une marginalisation mise à l'extrême	121
5.3.3. ADF et le commerce illégal de cacao.....	124
5.3.4. FARDC et ADF – vers un partenariat toujours difficile	130
5.4. Le revirement spectaculaire du Mouvement du M23.....	133
5.4.1. Enchevêtrement vicieux de groupes armés	135
5.4.2. Attaques, revendications, questions et inquiétude	138
5.4.3. Vers un conflit expansif avec le Rwanda ?.....	143
5.4.5. Contrôle du territoire et logique privé	152
5.4.6. L'essentialisation d'un groupe rebelle en oubliant les 121 autres – un traitement local assez inefficace	155
En guise de conclusion – vers un mode inédit de structuration sociale.....	157
CHAPITRE VI: COMPRENDRE ET MAÎTRISER LES CONFLITS ARMÉS EN RDC : UNE GRILLE D'ANALYSE	160
6.1. Grille de compréhension des groupes armés	163
6.2. Remobilisation au lieu de réintégration	172
CONCLUSIONS.....	180
BIBLIOGRAPHIE	188
ANEXE I - M23 leadership et structure	211

Mots clés : conflit armé, postcolonie, RDC, groupes rebelles, violence, gouvernement privé indirect

Plus que jamais, en 2023, nous constatons un intérêt croissant pour l'Afrique tant de la part des investisseurs étrangers que des chercheurs et militants dans divers domaines. De plus en plus de personnes voient le continent noir comme une matière à explorer, qu'il s'agisse de conflits, d'investissements privés, de missions religieuses, de structures sociales ou d'interventions humanitaires. Cependant, notre outil principal est l'information, et l'information qui nous parvient doit être soigneusement filtrée afin de travailler efficacement avec elle. Avant tout, étant donné notre intérêt pour l'Afrique et son développement, le principal défi est de dépasser les clichés qui ont enveloppé l'Afrique au fil du temps et d'assumer pleinement tout ce que signifient les études africaines. Cette thèse de doctorat est le fruit d'un travail de recherche de trois années au sein de l'Ecole doctorale de Relations Internationales et Etudes Européennes. Intitulée « Le rôle du gouvernement privé indirect dans l'émergence des groupes armés dans les provinces de Nord-Kivu et Ituri (RD Congo) » le travail est divisé en six chapitres et contient une riche analyse sur la situation sécuritaire et politique de la République Démocratique du Congo (abrégé RDC dans la thèse). Il ne s'agit pas d'une étude sur les thèmes de la guerre et de la paix, des conflits et de leur résolution. Au contraire, il s'agit d'une explication non conventionnelle des conflits en République démocratique du Congo, qui met en avant les facteurs internes ainsi que l'absence de gouvernance publique dans les provinces souffrant de violences récurrentes et brutales.

Au cœur de l'Afrique, dans l'extrémité orientale de la RDC, les massacres et les catastrophes humanitaires ont atteint l'apogée du chaos. Plus de 20 ans après la fin des guerres, la violence armée est en pleine ascension dans la région du Nord-Kivu et de l'Ituri, espaces qui continuent à enregistrer des niveaux de violence encore plus élevés que certains endroits classés comme les plus violents du monde. La militarisation ne cesse de modifier le paysage politique du pays et la permanence et l'essor des groupes armés sont devenus des phénomènes récurrents. Ainsi, on assiste à un enchevêtrement vicieux des groupes armés : lorsqu'une faction disparaît, une autre apparaît de ses ruines. Ce phénomène peut sembler inexplicable à première vue, surtout après l'amalgame des accords de paix et des implications extérieures, mais il peut être compris si on l'analyse sous le spectre du gouvernement privé indirect, concept théorisé par Achille Mbembe. Ainsi, loin du pouvoir étatique, dans un espace brisé du reste du pays, une nouvelle forme d'organisation du pouvoir, reposant sur les principaux moyens de la contrainte (force armée, moyens d'intimidation, emprisonnement, expropriation, tueries), naît dans le cadre de territoires qui ne relèvent plus d'une conception traditionnelle de l'État. Nord-Kivu et

Ituri sont des espaces meurtriers où les gouvernements privés indirects y émergent (les rebelles ADF, le groupe NDC-R, M23 et autres). Dans les six chapitres, l'applicabilité de ce concept a été amplement vérifiée, en déchiffrant le processus d'émergence de cette véritable bourgeoisie militaire est-congolaise et, sur la base des connaissances acquises, une nouvelle grille de compréhension des groupes armés a été construite étape par étape.

Le premier chapitre représente une radiographie de la situation congolaise, politique et sécuritaire. Cette radiographie contient des repères chronologiques, des cartes et des détails historiques sur les deux provinces, Kivu de Nord et Ituri, dans le but de présenter leurs caractéristiques particulières mais aussi de souligner leur séparation du reste du pays et notamment de la capitale Kinshasa, aspect important pour l'application du gouvernement privé indirect. Une analyse de la situation dans l'est de RDC et de l'ensemble du pays serait incomplète sans prendre en compte son contexte historique. Ceci est essentiel pour éviter de simplifier et de généraliser les problèmes, en s'assurant de bien comprendre leur complexité et leur évolution au fil du temps. La thèse englobe les événements de novembre 2019 (revirement des Forces Démocratiques Alliées) jusqu'à la fin de 2022 (le revirement spectaculaire du Mouvement du 23 mars). Il y a d'énormes différences temporelles et géographiques dans l'intensité du conflit, ceux-ci étant systématiquement illustrés dans le premier chapitre. Méthodologiquement, étant une étude qualitative, la recherche est basée sur la vaste littérature existante et des entretiens réalisés pour obtenir des informations stratégiques. L'analyse de la thèse comprend un entretien réalisé avec Kristof Titeca le 14 septembre 2021 à Anvers, Belgique et des entretiens avec des cadres de la RDC. Lors de la rédaction de cette thèse, la méthodologie (présenté en détail au chapitre I) a été constamment adapté, modifié et amélioré en accord avec les exigences et l'évolution de la situation des changements politiques du pays.

Après une riche introduction dans la dynamique congolaise, il faut se pencher sur la théorie, instrument de base de cette recherche. Essentiellement, le choix des outils théoriques a eu un impact sérieux sur la recherche, car la postcolonie est devenue un site tellement crucial pour la construction de la théorie¹. Nous avons commencé le chapitre avec la révision de plusieurs définitions du conflit, et tout au cours du deuxième chapitre nous avons fait une synthèse des aspects théoriques les plus utiles pour la recherche, de l'espace (Bernard Calas) jusqu'à l'importance des ressources (Collier et Hoeffler). Julien Freund souligne l'importance de considérer le temps, l'espace et les circonstances dans l'analyse des conflits. Il met en avant

¹ Jean Comaroff et John L. Comaroff (dir.), *Law and Disorder in the Postcolony*, The University of Chicago Press, Chicago et Londres, 2006, p. 42.

le fait que les conflits sont souvent uniques et que leur dynamique peut varier en fonction de divers facteurs². Par exemple, lorsque l'on évoque des régions comme l'Ituri ou le Nord-Kivu, il ne s'agit pas seulement de délimiter des zones géographiques, mais plutôt de réaliser une analyse complète des conflits, en prenant en compte tous les éléments qui se déroulent sur le terrain.

En ce qui concerne la persistance des conflits, plusieurs chercheurs ont constaté qu'il existe un risque plus élevé de répétition des conflits intenses. Cette persistance peut s'expliquer par le fait que les traumatismes non résolus et les tensions accumulées laissent des séquelles profondes au sein des sociétés, ce qui accroît la probabilité d'une résurgence de conflits à l'avenir. De plus, les conflits intenses peuvent engendrer un cycle de vengeance et de représailles qui perpétue la violence. Le deuxième chapitre continue avec la théorie existante sur les groupes rebelles non étatiques. Fondamentalement, il était essentiel de détourner notre attention de l'État et de nous concentrer spécifiquement sur les groupes armés (conformément à la perspective d'Andrei Miroiu). Ainsi, il devient impératif d'examiner les objectifs, les motivations et toutes les nuances qui caractérisent ces groupes armés. D'une manière intéressante, les rebelles trouvent leur propre identité à travers l'identité collective du groupe auquel ils appartiennent.

Ensuite, la violence dans la postcolonie a été mise sous la loupe afin de comprendre le contexte africain de plus en plus spécifique (section 2.3). La « théorie du Sud » fait référence à l'idée que la connaissance et l'érudition devraient être produites dans la perspective du Sud global, plutôt que d'être dominées par le Nord global. La théorie du Sud remet en question la domination traditionnelle des modes de pensée centrés sur l'Occident et appelle à une approche plus diversifiée et inclusive de la production de connaissances. La théorie du Sud soutient que les connaissances produites dans le Sud global sont souvent marginalisées ou ignorées dans le discours académique dominant, et que cela reflète un déséquilibre plus large de pouvoir et de privilèges entre le Nord et le Sud. Les adeptes de la théorie soutiennent qu'en accordant la priorité aux voix et aux perspectives des universitaires du Sud, il est envisageable d'atteindre une compréhension plus raffinée et globale du monde ainsi que de ses défis. La théorie du Sud est souvent associée à la pensée postcoloniale et décoloniale, qui cherche à remettre en question l'héritage du colonialisme et ses effets continus sur le Sud global. Les étapes principales de ce chapitre sont l'applicabilité des concepts théoriques dans les cas africains ; le concept de

² Julien Freund, *Sociologie du conflit*, Presses Universitaires de France, Paris, 1983, p. 19.

gouvernement privé indirect et l'orientation vers la nouveauté, vers le *planetarity* africain. Après avoir examiné les principaux aspects de la violence dans la postcolonie, le deuxième chapitre se clôture en abordant les concepts et les perspectives évoqués par Achille Mbembe. L'auteur avance en 1999 le concept de gouvernement privé indirect afin de décrire une nouvelle réalité existante dans certains territoires d'Afrique reposant sur les principaux moyens de la contrainte (taxation, tueries, impôts, violence diffuse). À la fin du deuxième chapitre, les traits distinctifs de cette notion ainsi que ses contraintes ont été exposés, tout comme les motifs justifiant le choix de cette notion.

Après l'approche théorique, deux chapitres de liaison ancrent la recherche dans le contexte historique du pays. Le troisième chapitre intitulé « CHRONOLOGIE, FRONTIÈRES, TERRITOIRES ET... PRÉSIDENTS » est subdivisé en cinq sections : une section dédiée au commencement de la violence armée, et quatre sections dédiés à l'étude des présidents à travers la contextualisation. Chaque section correspond à une étape distincte de l'histoire de la RDC et a été analysée en conséquence, en examinant comment les groupes armés ont évolué au cours de la période concernée. Il est indéniable que la seule idéologie dominante en RDC est le culte du président. La classification des présidents, en particulier leur relation avec le pouvoir central, représente un facteur essentiel dans l'émergence des groupes armés, et implicitement, dans la déclenchement, l'entretien ou l'amplification de la violence armée. Les événements ont évolué dynamiquement, tout comme l'approche générale et les relations avec les partenaires, en fonction des orientations du chef de l'État en place, sans oublier de mentionner l'influence du passé colonial du pays. Bien évidemment, l'histoire commence avec Joseph Kasavubu, le premier président, suivi par le maréchal Mobutu Sese Seko, qui domina pendant 33 ans le Zaïre. Le révolutionnaire Laurent Désiré Kabila mit fin au régime de Mobutu et s'installa à Kinshasa en 1997 grâce à son Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo (AFDL), soutenu par les pays voisins, le Rwanda et l'Ouganda. Après son assassinat le 16 janvier 2001, le chemin fut ouvert pour celui qui marquerait les 18 années suivantes de la RDC : son fils, Joseph Kabila. La dernière section vise le leader intéressant qui guide le cœur de l'Afrique depuis 2019, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, personnage principal de la gestion du pays, mais surtout de la violence armée à l'est, c'est justement pour cette raison que l'importance accordée à ces faits est singulière, constituant un aspect crucial de la recherche. Laurent-Désiré Kabila a marché sur les pas de Mobutu. Joseph Kabila hérite de l'informalité de son père et Tshisekedi vient de poursuivre l'ère Kabila. Aucun président ne l'a pris de toutes pièces, mais a existé dans l'ombre de son prédécesseur, surtout au début de son mandat. À commencer par Kabila-père, les chefs d'Etat ont toujours été entourés de groupes armés et ont largement ajusté

leurs campagnes en fonction d'eux. Finalement, le dynamisme est évident : le personnage principal, le directeur du pays et le patron suprême est le président, et tout dépend de lui. Cette présentation a constitué une introduction aux chapitres suivants. La description approfondie de la situation a favorisé une meilleure compréhension des spécificités du conflit, facilitant ainsi la connexion des événements analysés.

Le chapitre IV « LE RÔLE DES PAYS ÉTRANGERS EN RDC » met sous la loupe les grands acteurs internationaux et leurs stratégies, car la RDC a toujours été le pays la plus internationalisé d'Afrique. L'intégration du pays dans la dynamique de la mondialisation a des répercussions économiques, politiques, et en particulier sécuritaires. La mondialisation a commencé précocement en RDC en raison de son long passé sous l'influence occidentale (en commençant avec la Belgique). Les situations les plus significatives ont été consignées et exposées dans ce chapitre : la problématique du cobalt, la rivalité Chine-Etats Unis et notamment la relation de la RDC avec les voisins, ainsi que les conséquences des deux guerres sanglantes : Première guerre du Congo (1996-1997) et Deuxième guerre du Congo (1998). En RDC, la plupart des intérêts et des enjeux gravitent autour de ses ressources, ceci étant un aspect important pour l'étude des groupes armés. La Chine proclame un arrangement gagnant-gagnant avec la RDC, mais cela ne s'avère pas avantageux pour la population congolaise. Avec l'arrivée de Tshisekedi au sommet du pays, l'orientation vers l'Ouest est très claire, également visible dans l'approche des rebelles ADF. Le rôle des pays étrangers, en particulier des grandes puissances, a toujours été ambigu en République démocratique du Congo depuis son accession à l'indépendance, et il est essentiel de les surveiller attentivement, car ils exercent une influence significative sur la situation sécuritaire du pays.

Le chapitre V « LE RÔLE DU GOUVERNEMENT PRIVÉ INDIRECT DANS L'ÉMERGENCE DES GROUPES ARMÉS » représente l'élément central de la thèse de doctorat, le premier principal objectif étant atteint. Le concept de GPI a été appliqué à quatre micro-études de cas et nous avons obtenu des résultats satisfaisants, si nécessaires pour expliquer la violence diffuse dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu. Le pouvoir, le rapport au pouvoir et notamment l'accès au pouvoir sont les éléments qui surmontent la violence et la maintiennent. En plus des quatre micro-études de cas, d'autres cas représentatifs des provinces ont été analysés afin d'expliquer de rôle du GPI dans l'enchevêtrement vicieux des groupes armés et la pérennisation de la violence.

Les provinces du Nord Kivu et de l'Ituri abritent des structures qui sont à la fois opérationnelles et dysfonctionnelles, qu'elles soient indépendantes ou interdépendantes. L'émergence de ces groupes armés est également liée au processus de recrutement. Entre

décembre 2022 et janvier 2023, pour renforcer leurs rangs dans les territoires de Walikale, Masisi et Rutshuru, la faction NDC-R dirigée par Guidon Shimiray Mwisa, faisant l'objet de sanctions, a recruté 305 nouvelles combattants³, ainsi de suite la gouvernance du NDC-R va continuer dans le territoires de Walikale, Masisi et Rutshuru. En ce qui concerne les ADF, nous soutenons que tant que la minimisation et la marginalisation du groupe avec des éléments de surface ne s'arrêteront pas, ce groupe continuera à s'étendre et à endommager gravement les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri.

Dans un environnement dominé par l'économie informelle, les massacres quotidiens et la violence armée chronique et le chaos exacerbé, l'enchaînement vicieux des groupes armés est un phénomène récurrent. Le retour spectaculaire des rebelles du M23 a été possible précisément en raison du contexte particulier de la province du Nord-Kivu. Au dépit des contingents militaires et la haine qu'ils portent pour le gouvernement, ces rebelles ils ont toujours poussé au dialogue. Néanmoins, le conflit est ouvert et révèle de nombreux éléments du passé, des problèmes non résolus et des rapports disproportionnés au pouvoir.

Etude de cas n° 1 – L'État de Siège – sécurité nationale et promesses remplies

La discussion sur le gouvernement privé indirect commence avec la « sortie de l'état », qui représente l'une des caractéristiques principales du concept de gouvernement privé indirect, c'est-à-dire l'état de siège. Brièvement, l'État de Siège signifie le transfert de pouvoir du gouvernement central au secteur militaire. L'État de Siège souligne la « sortie de l'Etat »⁴. Mais « cette sortie n'est ni totale, ni irréversible et prend des formes diverses »⁵, comme nous avons envisagée au début de ce chapitre. Finalement, l'État de Siège des provinces Nord-Kivu et Ituri « ouvre la voie à l'émergence dans l'espace public d'acteurs politiques inédits, à la prolifération de rationalités sociales inattendues et à la mise en place de dispositifs originaux dont le but est de régler la conduite des individus et de rendre possibles de nouveaux modes de constitution de la propriété privée et de l'inégalité⁶». La délimitation de l'État de l'est du pays devient officielle le 6 mai 2021⁷.

³ Lettre datée du 13 juin 2023, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, le 13 juin 2023, S/2023/431, p. 21.

⁴ Achille Mbembe, « Du gouvernement privé indirect », *Politique africaine*, No1, Vol. 73, 1999, p. 103.

⁵ *Ibidem*.

⁶ *Ibidem*.

⁷ Ordonnance no 21/016 du 3 mai 2021 portant mesures d'application de l'État de siège sur une partie du territoire de la République Démocratique du Congo, Cabinet du Président de la République, Kinshasa.

Etude de cas n°2 – La gouvernance du Nduma Défense du Congo – Rénové (NDC-R)

Les groupes armés apparaissent d'une manière différente et chacun représente un cas particulier, peut-être directement d'une (ou contre) décision politique ou d'une fragmentation des autres groupes armés, comme c'est le cas du Nduma Defense du Congo-Rénové (NDC-R), l'un des plus importants groupes armés actifs dans l'est de la RDC. La gouvernance du NDC-R est à la fois une représentation parfaite du GPI, et un bon exemple de remobilisation armée suite à une scission interne. Les atrocités commises par ce groupe se sont enchaînées lors de leur expansion. Egalement, les objectifs du groupe armé, leurs alliances et leurs relations avec les communautés locales ont été profondément façonnés par la dynamique sociale et économique des zones où ils émergeaient et opéraient. Dans le conflit de l'est, la résistance armée a tendance à être façonnée en tant que résistance contre les « gens de l'extérieur », qui peuvent être le gouvernement central ou un groupe armé rival, mais notamment la communauté rwandophone, et le NDC-R suit cette tendance. Ces particularités peuvent être attribuées à d'autres groupes armés actifs dans l'extrémité orientale de la RDC. La scission est le résultat de mois de tensions croissantes au sein du NDC-R et de la perte de soutiens importants par Guidon Shimary, en particulier au sein de l'armée. Mais, entre 2014 et mi-2020, son dirigisme rigoureux a généré une nouvelle forme d'organisation du pouvoir, une gouvernance basée sur des principaux moyens de la contrainte, notamment taxations et tueries.

Enfin, le NDC-R a réussi à mettre en place des structures de gouvernance complexes (comme le patronage économique) afin de contrôler le territoire « doré ». Les situations conflictuelles obligent à renégocier les rapports entre individu et communauté, les fondements de l'exercice et de l'autorité, le rapport au temps, à l'espace, au profit et à l'invisible. La gouvernance NDC-R dans le territoire de Walikale est un exemple complet de gouvernement privé indirect, apparu dans un espace bien défini et dans un contexte assez présumable.

Etude de cas n° 3 – ADF et la maîtrise de l'informel

Les ADF, le groupe le plus violent de l'histoire de la RDC représentant un groupe hétéroclite. Les ADF ne sont ni islamistes, ni ougandais, ni même terroristes islamistes au vrai sens du terme. Actuellement, ils sont purement congolais. Les ADF constituent une organisation armée et mafieuse qui bénéficie de plusieurs complicités locales, nationales et transnationales dans un contexte d'impuissance publique en RDC, mais une organisation qui n'a pas la capacité de conquérir un pays et de renverser un régime et qui, pour survivre, doit

recourir aux méthodes terroristes, aux crimes massifs et aux rapines et aux pillages exercées sur des populations vulnérables et innocentes. Les massacres des ADF répondent de la terreur, donc au terrorisme, mais il ne s'agit pas de la terreur au nom de la religion, mais terreur au nom du profit dont les acteurs profitant pour se régler des comptes pour que chacun en tire sa partition. Leur image de fanatiques servi par les médias est spécialement conçue pour distraire l'attention de la disparition du coltan et d'autres ressources minières et forestières.

Cette étude de cas a mis en évidence la prédominance du secteur informel, analysée à travers le gouvernement privé indirect (GPI). Pour la réalisation de cette étude de cas, nous avons utilisé le Rapport des Nations Unies de 10 juin 2021⁸. Les Forces démocratiques alliées (ADF) ont développé des stratégies terroristes qui leur ont permis de prendre un contrôle significatif sur une grande partie de l'économie locale, en exploitant des gains illicites. Cette approche leur a donné un avantage dans la lutte pour l'accès aux ressources naturelles et aux territoires. En conséquence, la dynamique économique locale a évolué vers une économie en perpétuel conflit, entraînant une spirale de crimes, de massacres, de carnages et de déstabilisation constante. Les rebelles ADF ont lancé des attaques et kidnappé des agriculteurs, dont de nombreux étaient impliqués dans la culture du cacao. Ils ont également, avec la collaboration d'acteurs étatiques et non-étatiques, commis des actes isolés de récolte, de vol et de négoce de cacao. Ce secteur est également fortement caractérisé par l'informalité. Les massacres perpétrés par les ADF se déroulent au sein d'une économie marquée par un désordre chaotique, où l'insécurité est la norme.

Etudes de cas n° 4 – le revirement spectaculaire du Mouvement du 23 mars (M23)

Le dernier chapitre de l'histoire actuelle de la RDC est représenté par la rébellion du M23 et l'histoire se répète sans cesse. Le revirement du Mouvement 23 (M23) met en scène un exemple clair d'enchevêtrement vicieux de groupes armés. Issu d'une ancienne rébellion congolaise tutsi autrefois soutenue par le Rwanda et l'Ouganda, les M23 ont revenu sur la scène meurtrière de l'est de la RDC près de 10 ans après sa disparition officielle. Le M23 combat les FARDC depuis plusieurs mois à Rutshuru, au Nord-Kivu, près de la frontière avec le Rwanda. La rébellion du M23 a refait surface et occupe désormais tous les débats en RDC, surtout en cette période pré-électorale, car la question sécuritaire était et est l'essence même de la campagne de Tshisekedi. La situation sécuritaire actuelle oblige le président Tshisekedi à sortir

⁸ Lettre datée du 10 juin 2021, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, S/2021/560.

de sa zone de confort et à renouveler ses mesures, à réinventer ses qualités de leadership, de stratégie et de négociateur. Ainsi, ces derniers mois, nous avons assisté pour la première fois à des accusations foudroyantes, à un dialogue avec des groupes rebelles en terrain neutre, mais aussi à de sérieuses critiques de l'armée nationale. En accusant le Rwanda, le président valide concrètement les sentiments du peuple congolais envers ses voisins. Depuis 2012, le rôle assumé du mouvement M23 est de corriger le gouvernement. Ce groupe vise donc directement le pouvoir actuel, et donc l'urgence du Président à éradiquer rapidement cette menace. Le retour spectaculaire du M23 peut signifier une attaque directe contre Félix Tshisekedi et l'absence de résultats de ses actions. Depuis plus de trois ans, le groupe rebelle ADF est sous le feu des projecteurs, et désormais le M23 occupe toute l'attention de la presse et du gouvernement, devenant une urgence nationale. Enfin, suite à l'analyse chaleureuse des derniers événements, nous avons identifié plusieurs aspects dont nous devons tenir compte. Étant donné que les événements sont toujours en cours, tous les aspects (notamment ceux des médias) doivent être pris en compte.

Le groupe M23 a été complètement détruit en novembre 2013, après la prise de Goma par les rebelles. C'était aussi l'argument de Tshisekedi, puisqu'ils ont été « totalement vaincus » et que leur arsenal a été confisqué en 2013, il est clair pour lui que quelqu'un leur a fourni des armes pour retourner sur le territoire congolais. Ainsi, les rebelles M23 sont revenus dans les territoires dix ans après leur défaite officielle, avec des revendications et rebelles recyclés. A l'aide du GPI, nous avons envisagé leur mode de gouvernance particulière dans les territoires : le M23 ont recours aux taxes, tueries, arrestations, travail forcé et ont arrivé à contrôler le territoire dans une logique privée. L'exemple le plus représentatif du GPI est l'enchevêtrement des groupes armés : Sur le plan historique, le M23 peut être identifié comme le successeur du *Rassemblement congolais pour la démocratie* (RCD) ainsi que du *Congrès national pour la défense du peuple* (CNDP), dont il a largement adopté les revendications fondamentales. Les revendications du M23 comprennent plusieurs éléments clés, tels que le rapatriement des réfugiés en provenance d'Ouganda et du Rwanda, ainsi que l'intégration des combattants au sein de l'armée congolaise tout en reconnaissant leur rang.

Un nouveau mode de structuration sociale s'est développé dans les territoires de Nord Kivu et de l'Ituri et fonctionne selon sa propre logique. À travers ces exemples, il a été prouvé que le concept de gouvernement privé indirect est un outil qui permet de comprendre cette dynamique particulière et de ne pas tomber dans le danger de la généralisation. Plus important encore, l'analyse avec cet outil peut produire de nouvelles connaissances.

Le chapitre VI vient avec plusieurs clarifications et orientations en ce qui concerne la maîtrise des conflits dans la RDC. Dans ce chapitre, une nouvelle grille ainsi qu'une nouvelle méthodologie d'étudier les groupes armés ont été présentés. La grille de compréhension des groupes armés représente une avancée dans la compréhension de la dynamique de la violence cyclique des groupes armés (mobilisation-démobilisation-remobilisation). Il a été illustré dans ce chapitre que les programmes de DDR ont sérieusement contribué à l'enchevêtrement vicieux des groupes armés. La grille de compréhension des groupes armés pourra être utilisée par les chercheurs du monde entier. En complétant la grille, le chapitre présente des indications sur ce qu'il faut regarder quand on étudie les rebelles dans le but d'encourager les études micro : les dynamiques régionaux et les conflits locaux, la résurgence des griefs, l'échec des accords de paix et le soutien externe. Tout au long du chapitre, la tendance à la réactivation des groupes est clairement exposée, illustrée par des exemples pertinents. La lutte pour survie est acerbé, trouver un boulot ou un sens dans la vie dans un contexte territoriale si violent, tout cela inclus dans un système abusif qui permet le pillage et la violence. Les territoires de Nord Kivu et Ituri abondent des opportunités au profit du déroulement de la violence armée. Très souvent, il est plus sûr d'être combattant que de ne pas l'être. Cela se produit dans un environnement qui fonctionne selon ses propres règles, où les gouvernements privés indirects y émergent.

Le double objectif de la thèse a été atteint. Premièrement, vérifier l'applicabilité de ce concept (chapitre V), en déchiffrant le processus d'émergence de cette véritable la bourgeoisie militaire est-congolaise (chapitre II-IV), et deuxièmement, sur la base de l'expertise acquise construire une nouvelle grille de compréhension des groupes armés afin d'aider les recherches futures (chapitre VI). L'analyse effectuée prouve que le concept d'Achille Mbembe est un prisme utile pour la compréhension de la partie la plus complexe du conflit actuel.

Enfin, cette thèse de doctorat propose des éléments de nouveauté pour l'épanouissement des études africaines : la grille de compréhension des groupes armés et une nouvelle méthodologie d'expliquer un conflit armé : l'application du gouvernement privé indirect. L'analyse a démontré que le concept de gouvernement privé indirect constitue un outil utile pour appréhender une dynamique tout à fait particulière. L'analyse à l'aide cet outil peut générer de nouvelles perspectives et connaissances. Le modèle appliqué dans la thèse sur les groupes M23, ADF, NDC-R, respectivement l'État de Siège, peut être facilement utilisé sur d'autres groupes armés afin de voir quel est le niveau social que certains groupes armés peuvent atteindre, et également pour approfondir des perspectives sur d'autres entités armées comparables. Aussi, des indices ont été formulés pour encourager les micro-analyses mais aussi des recommandations pour expliquer le conflit dans ses propres termes.

Un conflit, surtout s'il est de longue date, récurrent et persistant, a le double effet de perturber l'équilibre naturel et de créer une opportunité pour instaurer un nouveau système et une nouvelle manière de gérer la vie dans les zones touchées. Dans le cas de la RDC, le terme conflit englobe en réalité une multitude de petits conflits qui s'entremêlent, chacun ayant ses propres nuances caractéristiques. Pour les comprendre pleinement, il est nécessaire de les analyser individuellement.

Bibliographie partielle

1. BARTOS, Otomar et WEHR, Paul, *Using conflict theory*, Cambridge University Press, New York, 2002.
2. COLLIER, Paul et HOFFLER, Anke, « Greed and Grievance in Civil War », en *Oxford Economic Papers*, 56, 2004.
3. COLLIER, Paul et HOFFLER, Anke, « On Economic Causes of Civil War », en *Oxford Economic Papers*, vol. 50, no. 4, 1998, pp. 563–73.
4. COMAROFF Jean et COMAROFF John (dir.), *Law and Disorder in the Postcolony*, The University of Chicago Press, Chicago et Londres, 2006.
5. COMAROFF Jean et COMAROFF John (dir.), *Theory from the South*, Paradigm Publishers, Boulder, 2011.
6. FREUND, Julien, *Sociologie du conflit*, Presses Universitaires de France, Paris, 1983.
7. Groupe d'étude sur le Congo (GEC) « L'an 2 de Tshisekedi - Année de l'émancipation ? », Rapport sondage juillet 2021. en ligne, URL : <https://s44308.pcdn.co/wp-content/uploads/2022/03/rapport-gec-berci-an-2-de-Tshisekedi-annee-emancipation-pdf.pdf>, consulté le 21 août 2022.
8. Groupe d'étude sur le Congo (GEC) « L'an 3 de Tshisekedi - La fin de l'embellie ? », Rapport sondage mars 2022, en ligne, URL : <https://www.congoresearchgroup.org/wp-content/uploads/2022/03/rapport-sondage-gec-ebuteli-berci-an-3-de-Tshisekedi-la-fin-de-l-embellie.pdf>, consulté le 30 avril 2022.
9. Lettre datée du 10 juin 2021, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, S/2021/560.
10. Lettre datée du 13 juin 2023, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, le 13 juin 2023, S/2023/431.
11. LIWANGA, Roger-Claude, « RDC-Rwanda : et si la réélection de Tshisekedi dépendait du M23 ? » en *JeuneAfrique*, <https://www.jeuneafrique.com/1354770/politique/rdc-rwanda-et-si-la-reelection-de-tshisekedi-dependait-du-m23/>, consulté le 17 juin 2022.
12. MBEMBE, Achille, « Du gouvernement privé indirect », *Politique africaine*, N°1, Vol. 73, 1999.
13. PERAZZONE, Stéphanie, « Reintegrating Former Fighters in the Congo : Ambitious Objectives, Limited Results », *International Peacekeeping*, 24(2), pp. 254-279.
14. STEARNS, Jason Stearns, *From CNDP to M23 The evolution of an armed movement in eastern Congo*, Londres, Rift Valley Institute, 2012.

15. STEARNS, Jason, « Repenser la crise au Kivu : mobilisation armée et logique du gouvernement de transition », *Politique africaine*, vol. 129, no. 1, 2013.
16. TITECA, Kristof, « A Historical Perspective on State Engagement in Informal Trade on the Uganda-Congo Border », en Renate Bridenthal (ed.) *The hidden history of crime, corruption and states*, Berghan Books, New York, 2013.
17. TITECA, Kristof, « Understanding the Illegal Ivory Trade and Traders: Evidence from Uganda » en *International Affairs*, vol. 94, no. 5, Sept. 2018.
18. URS, Andreea Bianca, « Comprendre le conflit actuel de l'Ituri », en *Analele Universității din Oradea, Seria Relații Internaționale și Studii Europene*, TOM XIII, 2021, pp. 209-218.
19. URS, Andreea Bianca, « Petit requiem pour la démocratie congolaise » *Studia Europaea*, LXV, n° 2, 2020, pp. 195-217.
20. URS, Andreea Bianca, « National Security and fulfilled promises ? A brief analysis of the State of Siege in the Democratic Republic of Congo », en *Studia UBB. Europaea*, LXVI, 2, 2021, pp. 55-68.
21. VLASENROOT, Koen, « Armed Groups and Militias in Eastern DR Congo », en *Lecture Series on African Security*, The Nordic Africa Institute, 2008.
22. VLASENROOT Koen et VERWEIJEN Judith, « Democratic Republic of Congo : The Democratization of Militarized Politics » en Morten BOAS and Kevin C. DUNN (dir.), *Africa's Insurgents : Navigating an Evolving Landscape*, Lynne Rienner, USA, 2017, pp. 99–118.
23. « M23 en RDC – Tshisekedi, Kagame, Museveni et Kenyatta : dans le secret du sommet de Nairobi », <https://www.jeuneafrique.com/1338367/politique/rdc-m23-dans-le-secret-du-sommet-de-nairobi/>, consulté le 20 mai 2022.